

**Syrie - Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 07 septembre 2018)

Madame la Présidente, je remercie la présidence américaine pour la tenue de cette réunion, qui intervient à un moment critique et nous permet de réitérer collectivement nos graves préoccupations sur la situation à Idlib. Je remercie également Staffan de Mistura et John Ging pour leurs présentations très éclairantes, pour leur engagement et pour celui de l'ensemble de leurs équipes.

Madame la présidente,

1. Allons droit au fait : la Syrie est à nouveau au bord de l'abîme, car la zone d'Idlib est potentiellement une bombe à retardement humanitaire, migratoire et sécuritaire. C'est en effet la triple déflagration qui est devant nous en cas d'offensive militaire d'ampleur du régime. Ce risque majeur est clairement identifié : dans l'histoire récente, peu de catastrophes ont été aussi clairement anticipées et ont fait l'objet d'autant de mises en gardes convergentes de la communauté internationale.

Alors que le moment de vérité approche, ces mises en gardes réitérées sur tous les tons et sur toutes les fréquences doivent être bien comprises et intégrées par les acteurs concernés. C'est tout l'objet de notre réunion d'aujourd'hui et il n'y a pas une minute à perdre.

Madame la Présidente, à l'heure où nous parlons en effet, une offensive militaire d'ampleur du régime, soutenue par ses alliés, apparaît imminente à Idlib où sont venus se réfugier des centaines de milliers de syriens tout au long du conflit. Comme l'ont rappelé John Ging et Staffan de Mistura, Idlib concentre près de 3 millions d'habitants. Plus de la moitié d'entre eux ont déjà été déplacés d'autres régions de la Syrie. Dans ce contexte, une offensive militaire majeure produirait un nouveau désastre humanitaire alors que ces civils n'ont nulle part où aller. Nous ne connaissons maintenant que trop bien le scénario maintes fois répété de ces offensives : des violations massives du droit international humanitaire avec des assauts meurtriers, délibérés contre les civils, des raids aériens indiscriminés, et le risque d'un nouvel emploi d'armes chimiques par le régime.

Une telle offensive entraînerait aussi une crise migratoire majeure pour le Nord syrien, la Turquie et potentiellement l'Europe voire d'autres régions du monde. Une telle offensive constituerait une grave menace par ailleurs pour la sécurité régionale, à travers notamment la dispersion des combattants djihadistes qui s'y trouvent. Enfin, une opération militaire d'ampleur aurait nécessairement un retentissement jusqu'en Europe voire au-delà.

2. Face à la gravité des enjeux, nous appelons les garants d'Astana, qui se réunissent

aujourd'hui à Téhéran et ont les moyens d'arrêter cet engrenage - en particulier la Syrie, la Russie et l'Iran -, à assumer leurs responsabilités et à s'engager autour de trois impératifs : respecter le cessez-le-feu, dont ils se sont portés garants ; garantir un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave sur l'ensemble du territoire syrien tout en y protégeant les civils; et contribuer à ouvrir un processus permettant d'aboutir à une solution politique crédible à la crise syrienne.

Le respect du cessez-le-feu est la seule voie viable. Ne nous y trompons pas : l'objectif est bien d'éviter une catastrophe humanitaire, et non simplement de la gérer au mieux. Les soutiens du régime syrien ont les moyens d'empêcher cette crise car le régime n'a pas la capacité d'agir seul. Un nouveau massacre serait donc bien la responsabilité - et l'échec - des soutiens du régime. A l'inverse, ils peuvent encore enrayer la dynamique de l'escalade et apparaître aux yeux du monde comme ayant ouvert la voie à un règlement pacifique. Il est encore temps d'éviter une catastrophe à Idlib, mais encore une fois il n'y a pas une minute à perdre. C'est pourquoi nous appelons la Russie et l'Iran à assurer la préservation de la dernière "zone de désescalade" qu'est la région d'Idlib, à protéger les civils et à y respecter - et y faire respecter - pleinement le droit international humanitaire. Je salue les démarches engagées par les Nations Unies pour éviter une escalade et les efforts considérables engagés afin de porter secours à la population civile. Je salue également les efforts engagés en ce sens par la Turquie. La France quant à elle s'est pleinement mobilisée, notamment auprès des présidents Erdogan et Poutine, pour éviter toute offensive et tisser les fils visant à permettre une relance du processus politique.

En parallèle Madame la Présidente, nous devons tout faire pour garantir un accès humanitaire sûr, complet et sans entrave, et pour assurer la protection des personnes et des infrastructures civiles, ainsi que des personnels humanitaires. Nous saluons le travail difficile des Nations Unies sur le terrain et encourageons Mark Lowcock et son équipe à persévérer dans leurs demandes auprès des autorités syriennes. Je tiens également à rappeler le caractère crucial de l'aide apportée par les convois transfrontaliers, autorisés par la résolution 2393. L'aide qui transite par la Turquie permet d'apporter chaque jour un appui vital à près de 2 millions de personnes dans le Nord-Ouest. Il est donc de notre responsabilité de veiller à préserver et renforcer l'aide transfrontalière. Pour sa part, la France maintiendra et adaptera son assistance au Nord-Ouest syrien. Enfin, nous devons être extrêmement vigilants sur l'instrumentalisation de la question des corridors humanitaires : des déplacements forcés de milliers de personnes vers des zones contrôlées par le régime, en l'absence de toute supervision internationale, n'auraient rien d'humanitaire et seraient au contraire constitutifs de crimes de guerre. La priorité va à la continuité de l'acheminement de l'aide humanitaire. Enfin, comme l'ont souligné à plusieurs reprises nos plus hautes autorités politiques, je veux redire fermement ici notre extrême vigilance à l'égard de tout nouvel emploi avéré d'armes chimiques par le régime, et notre détermination totale à agir dans cette hypothèse, comme nous l'avons rappelé avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Quant à la lutte contre la menace terroriste, face à laquelle la France est en première ligne, elle ne saurait justifier ce à quoi nous avons assisté en Syrie. Lorsqu'elle est utilisée pour justifier des attaques indiscriminées contre des civils et des violations graves du droit international humanitaire, elle n'est en effet qu'un prétexte qui n'a pour effet, sinon pour objet, que de nourrir le terrorisme qu'elle prétend combattre.

Madame la Présidente, chacun doit bien mesurer ici qu'un massacre à Idlib remettrait

assurément en cause les efforts entrepris pour aboutir à une solution politique. Or, c'est bien vers une solution politique, durable, inclusive et crédible, conforme à la résolution 2254 que ce Conseil a unanimement adoptée, que nous devons tendre. Dans l'immédiat, nous devons soutenir la création du comité constitutionnel avec l'aide de l'envoyé spécial Staffan de Mistura que je remercie à nouveau. Ce comité devra se réunir dans les meilleurs délais et ses travaux devront être menés de manière totalement indépendante et sous l'égide des Nations Unies, ce qui est la condition même de leur crédibilité. Il ne s'agit pour autant que d'une étape, nous le savons tous, et il faudra aborder rapidement la question de la tenue d'élections libres et régulières, ouvertes à tous les Syriens, y compris les réfugiés et déplacés, ainsi que la mise en place d'un environnement neutre susceptible de ramener la confiance et de mettre en oeuvre des réformes sérieuses. Ce seront des étapes essentielles ; c'est la seule voie qui soit à même d'éviter le prolongement *ad vitam aeternam* du conflit.

Madame la présidente,

Je veux souligner pour conclure qu'une offensive meurtrière à Idlib ne marquerait pas la fin de la crise syrienne, comme certains spécialistes de la confusion voudraient nous le faire croire, mais marquerait plutôt l'ouverture d'un nouveau chapitre de la longue tragédie syrienne, qui serait caractérisé par la radicalisation, l'instabilité, et in fine, les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'enracinement du terrorisme et une possible extension géographique du conflit. Au-delà de la catastrophe humanitaire qui menace, c'est cela qui est en jeu à Idlib.

Notre responsabilité collective est de nous tourner vers l'avenir : l'Union européenne et de nombreux partenaires ont réaffirmé clairement qu'ils ne pourront aider à la reconstruction de la Syrie que lorsqu'une transition politique irréversible, crédible et inclusive sera fermement engagée. Il n'y aura pas de chèque en blanc à la Syrie, pas de retour massif des réfugiés sans les mesures de confiance garantissant un environnement sûr. Contrairement à ce dont le régime et ses alliés veulent nous persuader, il est clair que ce n'est pas l'absence de reconstruction qui empêche le retour des réfugiés mais bien l'absence d'avancées crédibles dans le processus politique.

Madame la présidente,

Nous sommes donc à la croisée des chemins. La France appelle une nouvelle fois les garants d'Astana à respecter le cessez-le-feu car l'escalade n'est dans l'intérêt de personne et peut encore, à l'heure où nous parlons, être évitée. C'est à cette condition qu'il sera possible de progresser vers une solution politique inclusive. C'est notre intérêt à tous et d'abord celui des Syriens. Et c'est bien à ce sursaut politique, Madame la Présidente, chers collègues, que je vous invite tous aujourd'hui, au nom de la France, en soutien du processus de Genève et d'une solution politique qui, si nous sommes capables de conjuguer nos efforts, et par delà toutes les difficultés, est à portée de main.

Je vous remercie./.